

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 20 DÉCEMBRE 1978 - N° 815

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

La France privée d'électricité durant deux heures Une politique énergétique irresponsable

- Tous les investissements sont consacrés au programme électronucléaire
- Les installations actuelles ne sont pas entretenues
- La panne était prévue

SIDÉRURGIE

LA COLÈRE MONTE DANS LE BASSIN DE LONGWY



Dans le bassin de Longwy, la colère monte. Hier, les sidérurgistes et la population se sont mobilisés autour des gares d'Usinor - Chiers - Chatillon. Une radio, «Radio SOS sans emploi», est en train de se mettre en place, à l'initiative de chômeurs et de syndicalistes.

Depuis vendredi dernier, des équipes de sidérurgistes se relaient pour occuper jour et nuit les grands bureaux d'Usinor et de Trith Saint-Léger.

Tout cela marque une indéniable volonté de lutte, qui est en train de s'affirmer dans cette région que le second plan acier voudrait rayer de la carte. Pourtant, chacun est conscient que la lutte qui s'engage sera nécessairement longue, et difficile. C'est la vie, ou la mort, du pays qui est en jeu, et c'est pour cela que les travailleurs attendent des perspectives de lutte claires et précises.

Lire en page 3

La France privée d'électricité. «Un tel événement ne doit pas arriver en France», répétaient les responsables d'EDF jusqu'au jour où il est arrivé effectivement... La bourgeoisie a tenté une fois de plus de transformer une situation qui lui est désavantageuse en son contraire pour en tirer prétextes et arguments au service de sa politique. Le pouvoir se répandant sur les ondes, a tenté de masquer la responsabilité de sa politique énergétique en prenant à partie les producteurs de pétrole, les opposants au nucléaire, les travailleurs qui consommeraient trop etc... Les travailleurs pour leur part ont subi l'essentiel des conséquences de la panne : le froid, l'absence de transports, et les tentatives de nombreux patrons de faire rattraper les heures chômées. Les causes fondamentales de la panne résident dans l'insuffisance des investissements de transport et de sécurité sacrifiés au profit du «tout-nucléaire» ; dans le non développement des autres sources d'énergie ; dans la recherche effrénée du profit au détriment des pays du Tiers Monde, des travailleurs de l'énergie, et de l'ensemble des travailleurs !

LIRE EN PAGE 4 ET 5

NOTRE DOSSIER,
NOTRE REPORTAGE
ET L'INTERVIEW DE
M. CALVAR
DE LA FGE-CFDT

Chine :
après l'établissement
des relations
Chine - USA

LES EFFORTS
DE MOSCOU
POUR SEMER
LA
CONFUSION

Lire en pages 6 et 7

PCF :
premières
mesures
pour
le 23^e Congrès

Comment faire fonctionner les cellules, mais aussi comment les contrôler à l'approche du 23^e Congrès ? La direction du PCF se pose ces questions. Les réponses qu'elle apporte augurent de la caricature de démocratie qui règne dans ce parti : les bureaux de cellule seront élus avant le Congrès, et ces derniers sont censés fonctionner sans même se réunir. Qui plus est, la direction du PCF insiste sur le fait qu'au moment de la préparation du Congrès, il faudra aussi penser aux cantonales...

Lire en page 2

Iran : à Tabriz,
soldats
et manifestants
côte à côte

La journée de deuil et de grève à laquelle appelait l'opposition lundi a été un succès. C'est une nouvelle preuve de la persistance de la colère populaire. Plus significatif encore : malgré le black-out fait sur l'information, il semble bien qu'à Tabriz, des soldats aient refusé de suivre leurs officiers, et aient fraternisé avec le peuple. Des chars auraient même défilé avec les manifestants.

Si cette nouvelle est vérifiée, elle pourrait être d'une grande importance pour la suite du mouvement.

Lire en page 7

25 millions
pour
votre quotidien !

Somme réunie à ce jour : 243 millions

Lire en page 3

POLITIQUE

● **Commerce extérieur positif en novembre**

Pour le mois de novembre, le commerce extérieur a connu un excédent de 324 millions de francs, en chiffre corrigé des variations saisonnières. Les exportations se sont élevées à 31 857 millions et les importations à 31 533 millions. La balance commerciale française enregistre pour les onze premiers mois de l'année un surplus de 2,9 milliards, alors que pour la même période de 1977, le déficit était de 12,4 milliards.

● **PCF - RPR**

Dans la lignée du rapprochement entre RPR et PCF à propos de l'Europe, la revue des gaullistes de gauche *l'Appel* publie un numéro consacré à «l'étalon-mark». Parmi les signataires des articles, on note des membres du RPR, comme Couve de Murville et Charpy, un membre du PCF, Anicet Le Pors, un membre du PS, Chevènement, et un membre du PSU, Claude Bourdet.

● **Les manigances politiciennes de Mitterrand**

Mercredi dernier, au cours d'une discussion avec des journalistes, Mitterrand a évoqué l'éventualité d'une réunion du Comité de liaison de la gauche (PS, PCF, MRG) pour discuter de l'action contre le chômage. Marchais s'est chargé de lui répondre samedi, lors d'un meeting à Cavaillon : «*Les manigances politiciennes qu'utilisent François Mitterrand pour camoufler la néfaste politique du parti socialiste (...) ne nous intéressent pas.*»

● **Communiqué commun PCF - PCI**

Une rencontre entre le PCF et le PCI s'est tenue le 15 décembre à Rome. A l'issue de cette rencontre, un communiqué commun a été adopté. Ce communiqué porte sur la «*démocratisation de l'Europe*», et sur le «*rôle que l'Europe doit jouer en faveur de la détente*». PCF et PCI conviennent cependant que des «*différences et des divergences de positions existent sur certains aspects - même importants - de la politique communautaire*». Les deux partis ont consacré récemment les travaux de leur C.C. à cette question. Le PCI se prononce pour l'élargissement, et pour un certain accroissement des pouvoirs du parlement européen. A l'exact opposé du PCF,

Préparation du 23^e Congrès du PCF

DES MESURES ORGANISATIONNELLES POUR TRONQUER LE DEBAT

● Le fonctionnement de ses organisations de base préoccupe vivement la direction du PCF. Deux réunions ont été spécialement consacrées à ce sujet, - celle des responsables fédéraux à l'organisation le 28 novembre et celle du secteur entreprise le 8 décembre - réunions dont «l'appel aux cellules» lancé par le Comité central du 13 décembre est

directement issu. Les préoccupations de la direction sont de deux ordres : d'une part, il s'agit de mettre fin à la baisse d'activité des cellules constatée depuis quelques mois, et d'autre part il s'agit pour la direction de préparer le 23^e congrès dans les meilleures conditions possibles, pour elle s'entend.

Que des cellules ne se réunissent plus, que d'autres n'aient qu'une activité très réduite, c'est maintenant une évidence. Cette baisse d'activité, si elle est parfois le fruit d'une volonté politique d'oppositional, est le plus souvent due au désenchantement des militants, au manque de perspectives offertes, et pour cause, par la direction. C'est ce qu'exprimait un responsable des Pyrénées Orientales lors de la réunion des secrétaires à l'organisation le 28 novembre : «*Le débat ne reste-t-il pas trop souvent général, surtout lorsque les cellules ne se réunissent que tous les deux mois pour entendre le compte-rendu du dernier comité central ?*»

Même réflexion à une réunion de sections parisiennes. «*Pour agir, chaque adhérent a besoin de comprendre politiquement le sens de l'action. Mais comment faire s'il ne vient pas à la réunion de cellule ? Or, c'est un fait, si tous sont convoqués, tous ne viennent pas.*»

OBJECTIF : REUNIR LES CELLULES

Autre exemple, cette déclaration satisfaite d'un responsable du Lot et Garonne : «*Avec la préparation de l'action (contre l'élargissement européen) le PC est sorti du certain repli dans lequel il se trouvait depuis mars. Plus de 200 cellules se sont réunies sur trois se sont réunies. Quelle victoire !*»

rapport aux autres partis bourgeois. Ce qui est nouveau, c'est le fait que la question soit publiquement posée, et c'est surtout l'insistance qui est mise sur le rôle des bureaux de cellules.

Cette insistance, est à mettre directement en rapport avec la préparation du 23^e congrès. Là encore, la tactique de la direction se déroule en deux temps.

LA DISCUSSION TRONQUEE AU DEPART

Tout d'abord, «l'appel aux cellules» du comité central précise que lors de cette fameuse réunion de décembre, les cellules doivent élire le secrétaire et le bureau de cellule. Voilà une pratique bien curieuse. Au lieu d'élire ces responsables après le 23^e congrès, sur la base de l'orientation définie par celui-ci, les cellules sont appelées à désigner leurs responsables avant. On voit se dessiner ce que sera la préparation du 23^e Congrès dans le PCF : d'une part, certains responsables de cellules qui sont oppositional, pourront être éliminés tout de suite, et d'autre part, les cellules «*n'étant pas la forme première d'association*», les responsables élus auront tout loisir de «*préparer*» le congrès en allant voir les militants un à un...

Ce n'est pas tout. Les premiers textes préparatoires parvenant aux cellules en février, on aurait pu penser que la période allant de février à mai, mois du Congrès, seraient consacrées pour l'essentiel à la préparation de celui-ci. Or voilà que le PCF, dans ses publications, commence à préciser «*qu'il faudra s'engager, avec tout nos forces, dans la bataille des élections cantonales*». Divines providences que ces élections cantonales, prévues pour mars, et qui seront relayées immédiatement par la campagne pour les élections européennes. Les militants seront largement sollicités pour les collages et autres actions qui dans le PCF ont l'avantage d'occulter les discussions politiques.

Des propositions concrètes sont avancées : par exemple l'existence d'un bulletin de liaison entre les adhérents, et puis surtout la constitution d'un solide bureau de cellule, dont la tâche serait d'aller discuter, individuellement, ou par petits groupes, avec les adhérents.

Cette pratique n'est en fait pas nouvelle dans le PCF. Elle ne signifie pas non plus que ce parti entend faire disparaître ces cellules, qui forment l'ossature de son organisation et qui font sa force par

13 décembre, un petit article, dans la rubrique «Parti», donnait le ton : «*La réunion de cellule n'est pas la première forme d'association de chaque adhérent au travail collectif*». Et l'article poursuivait : «*Les communistes sont des hommes et des femmes comme les autres, avec leurs soucis, leurs habitudes de vivre, leurs tempéraments divers. Pourquoi vouloir qu'ils ressentent tous, au même moment, le même besoin de débattre d'une même question ?*»

Des propositions concrètes sont avancées : par exemple l'existence d'un bulletin de liaison entre les adhérents, et puis surtout la constitution d'un solide bureau de cellule, dont la tâche serait d'aller discuter, individuellement, ou par petits groupes, avec les adhérents.

Nicolas DUVALLOIS



Une réunion de cellule du PCF dans le Val de Marne

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

25 MILLIONS POUR QUE VIVE LE QUOTIDIEN

Pau	
Un appelé	50
Un stagiaire	10
Saint Etienne	
Un employé communal	50
Collecte	20
Givors	
G.M.	300
Lyon	
Un camarade	80
Collecte	150
S.N.A.V. un camarade	1 000
Vaulx en Velin	350
Villeurbanne	
Un camarade	50
Vente	80
Collecte	37

Les Sables d'Olonne	
J.N.	100
Strasbourg	
M.K.	305
Montrouge	
M. LMT	200
Paris	
18 ^e	40
20 ^e	1 000
14 ^e	10
Ivry	
Ventes	114
TOTAL	3 946
ANCIEN TOTAL	239 907
NOUVEAU TOTAL	243 853

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse

Nom : F.
Adresse :

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

DANS LA SIDERURGIE, LA COLERE MONTE

Mardi 19. Depuis vendredi dernier, des équipes de 1 500 à 2 000 sidérurgistes se relaient pour occuper nuit et jour les grands bureaux d'Usinor de Trith Saint-Léger. Se sont près de 5 000 ouvriers de Denain, d'Anzin et d'Usinor Trith qui sont mobilisés dans cette action. C'est une marque indéniable de la volonté de lutte qui s'affirme dans cette région que le second plan acier voudrait rayer de la carte. Vendredi 22 sera un autre moment fort du combat des sidérurgistes du Valenciennois et du Deninois avec la journée «région de Denain en lutte».

En Lorraine, c'est aussi une liquidation brutale et sans précédent qui se prépare. Pratiquement toutes les usines sont frappées, comme l'indique notre correspondant de Thionville.

Dans le bassin de Longwy la colère monte. Ce mardi verra se mobiliser toute la population de cette région autour des gars du groupe Usinor-Chiers-Chatillon-Longwy sera une «ville morte», sauf dans le centre ville où se tient le rassemblement appelé par l'ensemble des syndicats. Créé par des chômeurs et des syndicalistes «radio SOS sans emploi» peut devenir une arme non négligeable dans le combat des sidérurgistes. Ses animateurs déclarent «vouloir être au service des travailleurs pour leur permettre d'exprimer leurs idées, d'être directement au contact de l'action et de mener leur lutte eux-mêmes».

La lutte qui s'engage dans les bassins de Denain et de Longwy sera longue et difficile. Chacun en est conscient mais comme le dit ce syndicaliste d'Usinor : «Tout le monde a compris maintenant qu'il s'agit bien d'une question de vie ou de mort pour le valenciennois».



En Moselle, dans les vallées de l'Orne et de la Fensch Sacilor-Solac annonce la suppression de 8 500 emplois. Mais les barons de l'acier truquent leurs chiffres !

En 2 ans, entre le 1^{er} mai 1979 et la fin 1980, se sont 8 500 emplois, 6 800 à Sacilor et 1 700 à Solac que les patrons de la sidérurgie veulent supprimer. Et ils sont pressés, 2 700 emplois sont déjà l'objet d'une demande de procédure juridique de licenciement collectif. Et ce plan de restructuration n'est ni le 1^{er} ni le dernier. En 1970, le groupe Sacilor-Solac s'est 55 100 sidérurgistes. 1970 - 1975 1^{er} plan de restructuration, 10 800 travailleurs sont liquidés. 1977 - 1978 1^{er} plan acier, 10 200 nouvelles suppressions d'emplois. 1979 - 1980, 2^e plan acier, 8 500 travailleurs licenciés. En 10 ans, 30 000 emplois ont été supprimés et ce n'est pas fini. Dès 1981, sans doute même avant, une nouvelle vague de travailleurs, plusieurs milliers, va s'ajouter aux 8 500 d'aujourd'hui. Comme toujours, on ne dit pas toute la vérité aux travailleurs, on ne leur dit pas la vérité sur les fermetures d'usines : à l'usine Saint Jacques, à Hayange, qui fabrique des rails, on supprime 800 emplois sur un effectif total de 2 250. Mais n'arrêtera-t-on pas bientôt définitivement l'usine Saint Jacques. N'est-elle pas en compétition avec l'usine de Mi-

cheville à Villerupt dont les prix de revient sont nettement meilleurs ?

A Hagondange, on supprime 2 000 emplois sur 4 090, et l'on arrête la colerie fin 1978, les Hauts Fourneaux en juillet 1979. Mais, l'aciérie, pourquoi aucun investissement n'est-il prévu pour le système de dépolissage ? Ne cherchez pas, c'est tout simplement que l'on va aussi arrêter l'aciérie ! A Jœuf, on supprime 400 emplois sur 1 300 et à Homécourt 650 sur 1 600. Mais voilà, le rapprochement entre la société métallurgique de Normandie et le groupe Sacilor-Solac est bien entrain de se dessiner. Et en raison de la concurrence existant avec les trains de laminage de la vallée de l'Orne (train à fil de Jœuf, train à fer marchand d'Homécourt et d'Hagondange, lesquels faudra-t-il arrêter ?) Ce sont donc beaucoup plus de 1 000 emplois qui seront supprimés à Jœuf et Homécourt ! Et puis, il n'y a pas que les fermetures d'usines. A Solac on ne ferme aucune usine. A Solac, le taux de marche est excellent. A Solac des records de production sont sans cesse battus. A Solac, on modernise. Et pourtant, à Solac, on licencie. Il faut améliorer la productivité et pour améliorer la productivité, il faut produire plus de tonnes avec moins de travailleurs. Alors d'une part, on licencie, et d'autre part, les conditions de travail

de ceux qui restent ne cessent de se détériorer. Les accidents du travail ne cessent d'augmenter.

QUELLE VA ÊTRE LA RÉPONSE DES SIDÉRURGISTES ?

Que la colère et le désespoir se soient emparés des travailleurs et de leurs familles, cela ne fait aucun doute : «On ne va pas se laisser faire, ça suffit de tous leurs mensonges, qu'est-ce qu'on va devenir, où va-t-on travailler ?» Car ces fameuses créations d'emplois, ces fameuses usines d'automobiles, dont on se gargarise autant à droite qu'à gauche, n'existent que sur le papier ! Mais, que faire ? Oh, il y a bien des déclarations grandiloquantes de tous les élus, ceux de droite comme ceux de gauche, qui appellent aux rassemblements et aux manifestations. Comment les sidérurgistes auraient-ils confiance dans les partis de gauche, quand on a vu par exemple ce qui s'est passé à Thionville encore récemment : les travailleurs licenciés de Mégural (boulange) et Soloci (Kœnig Macker) soutenu par la CFDT avaient apposé des plaques pour rebaptiser la place Marie Louise en place «de la bataille pour l'emploi». Or, ces plaques, sur décision du Maire PCF, Paul Souffrin, ont été arrachées ! et sans que les conseillers municipaux du PS élèvent la moindre protestation ! Or, certes le PCF organisait le 15 décembre, une réunion publique pour les travailleurs de la sidérurgie, mais pour leur dire quoi ? Pour les appeler à s'unir et à lutter ? Vous n'y êtes pas. Pour leur expliquer que «Giscard brade la sidérurgie française au profit de son ami Schmidt... que c'est Bruxelles qui est responsable... fabriquons et achetons français !». Pourquoi ne pas avoir dit que la sidérurgie allemande se restructure, elle aussi, et que 15 000 emplois ont été supprimés en décembre 76 et en novembre 78 et que cela va continuer ? Pourquoi ne pas avoir dit que l'impérialisme français, en position de faiblesse, essaie en faisant payer le prix aux travailleurs de se rapprocher

du «modèle allemand» ? Pourquoi ne pas avoir parlé de la lutte des sidérurgistes allemands depuis le 28 novembre pour la réduction du temps de travail, pour les 35 heures, pour la 5^e équipe ?

LA «DESUNION» SYNDICALE

Et puis, et surtout, les travailleurs n'ont pas oublié les dernières grèves où la désunion entre la CGT et la CFDT est apparue au grand jour. Ne parlons pas de FO et de la CGC qui pèsent de tout leur poids dans l'intersyndicale pour freiner toute action conséquente. Quand on sait que la CGT métallurgie Moselle a perdu plus de la moitié de ses effectifs depuis un an, on se rend compte combien les organisations syndicales ont perdu

une grande partie de la confiance de beaucoup de travailleurs. Alors, tout est perdu ? Il n'y aura pas lutte ? «Puisque nous sommes tous attaqués, disent certains travailleurs, c'est tout ensemble qu'il faut lutter, ceux d'Usinor comme ceux de Sacilor, ceux de Lorraine comme ceux du Nord. Les patrons font tout pour nous diviser, Français et Immigrés, jeunes et vieux, femmes et hommes... combattons cette division !». Beaucoup d'idées, qui vont dans le sens de la lutte, sont aussi exprimées par les travailleurs. Ils ne refusent pas de se battre, mais ils savent que se sera difficile, ils veulent que leurs organisations syndicales leur donnent des perspectives, des raisons de se battre, autre chose que des journées d'action sans lendemain !

Les productions de Sacilor-Solac

Le groupe Sacilor-Solac produit 6,4 millions de tonnes d'acier. En 1977, son chiffre d'affaires est élevé à 8,7 milliards de francs et ses pertes à près de 2 milliards. Sacilor-Solac fabrique des produits longs (poutrelles, rails, ronds à béton...) et des produits plats (tôles) produits longs aux usines Sacilor à Gondrange-Rombas, Hagondange, Homécourt, Jœuf et Hayange, produits plats aux usines de Solac Fensch, Seremange et Ebange-Florange. Remarquons que si les usines fabriquent des produits longs, elles travaillent en moyenne à 70 % de leur capacité. Les usines produisant des produits plats ont un taux de marche qui atteint 95 %.

Radio «SOS sans emploi» émet sur la modulation de fréquence (104 MHz). En principe tous les soirs à 19 heures dans le bassin de Longwy.



La France privée d'électricité durant deux heures

LA PANNE ÉTAIT PRÉVUE...

● Pour la seconde fois dans l'année 1978, la question énergétique prend tous les devants de l'actualité. Après la marée noire historique de Portsall, la plus grande panne d'électricité affectant le pays : trains arrêtés en pleine campagne, métros paralysés dans les tunnels, usines à l'arrêt, embouteillages monstres...

Problèmes supplémentaires et inopportuns pour les travailleurs mais aussi images dérisoires marquant la fragilité de la France capitaliste, la précarité de son appareil énergétique quel que peu ridicule au regard de la vanité des déclarations coutumières du pouvoir. Lorsque le 13 juillet 1976 la foudre frappe la centrale nucléaire d'Indian Point privant New York d'électricité pendant plus de 24 heures, on nous expliquait alors que cela ne pourrait pas arriver en France, que New York n'était alimenté que par quelques centrales alors qu'en France, grâce à l'interconnexion, l'hypothèse d'une

panne n'était pas sérieuse...

Or ce 19 décembre 1978 à 8 h 27 la panne est là, frappant la majeure partie du territoire national. L'explication fournie par les responsables de l'EDF tombe en même temps : « C'est la surconsommation due au froid qui est responsable ». D'Ornano invité par Ivan Levaï dénonce « les retards pris dans l'avancée du programme électro-nucléaire ». Un thème qui monte au fil des heures amplifié par les grands moyens de presse de la bourgeoisie.

LE RÉSEAU FRANÇAIS

Pour examiner les cau-

ses réelles du phénomène, il faut rappeler les caractéristiques du réseau français. Avec ses 6 300 km de lignes à 400 kilovolts, 23 000 km de lignes de 225 Kv et 6 400 km de lignes à 150 Kv le réseau français est entièrement interconnecté. 42 500 km de lignes à haute tension (90 et 45 Kv) assurent les mouvements dans le cadre régional et la fourniture aux grosses industries, 410 000 km de lignes à moyenne tension la fourniture locale et industrielle et 565 000 km de lignes basse tension l'électricité aux usagers. L'ensemble constitue une immense toile d'araignée. Selon les besoins par exemple, Paris peut consommer du courant provenant d'une centaine de km ou de barrages du Sud-est ou de centrales du Nord, quand ce n'est pas de l'étranger. En effet l'électricité ne se stockant pas, les pays européens

l'échangent en fonction de leurs besoins. Ce qui exclut en principe toute situation catastrophique comme celle qui intervient ce 19 décembre 1978.

L'ensemble de la répartition d'électricité est régi par un dispatching central installé dans la région parisienne. Ce schéma apparemment parfait est en réalité fragile pour plusieurs raisons. Parce que si la quantité d'énergie peut être modulée, les capacités de transport sont limitées. Le 10 décembre 1976 la Bretagne était privée de courant parce que les deux lignes principales qui l'alimentent sont insuffisantes ; parce que les investissements en matière de lignes de transport, de lignes de sécurité, sont en dessous des besoins ; parce que la masse des investissements est affectée aujourd'hui au programme nucléaire. Un programme

que la bourgeoisie cherche à imposer très rapidement, mais qui ne sera pleinement « efficace » que dans plusieurs années. En attendant, EDF et la « soudure » avec très peu de moyens, se privant d'exploiter à fond l'hydroélectricité, de construire de nouvelles centrales thermiques, de développer les énergies nouvelles.

DES EXPLICATIONS DOUTEUSES

— On nous a expliqué longuement que le froid subit avait surpris EDF. Or cette vague de froid était prévue depuis 48 heures, et EDF avait tablé sur moins quatre degrés alors qu'il a fait moins six, c'est-à-dire une différence assez limitée...

— On nous a parlé de surconsommation due aux usagers et aux chauffages électriques. On observe effectivement tous les ans une pointe maximale de consommation qui intervient selon les effectifs même d'EDF à la mi-décembre vers dix heures du matin, mais surtout entre dix-huit et vingt heures. Ces prévisions basées sur l'analyse des années précédentes sont largement connues des techniciens d'EDF qui s'attendent normalement tous les ans à cette pointe. A l'origine de cette pointe le froid, les illuminations de Noël, la production industrielle. La part du chauffage électrique augmente du reste, encouragé par la publicité et la politique « tout-électrique » « tout-nucléaire ».

— Enfin au milieu du flot d'informations fournies —, jamais et surtout pas à la télévision, on ne mentionne l'explication fournie par les syndicalistes de la fédération gaz-électricité CFDT qui attribuent la cause de la panne à une surproduction momentanée d'électricité par la France (voir

l'interview p.5) c'est-à-dire l'explication exactement inverse des déclarations de Boiteux et de Giraud ! Du reste, la ville de Genève a été privée de courant pendant plusieurs heures...

C'EST LA FAUTE A...

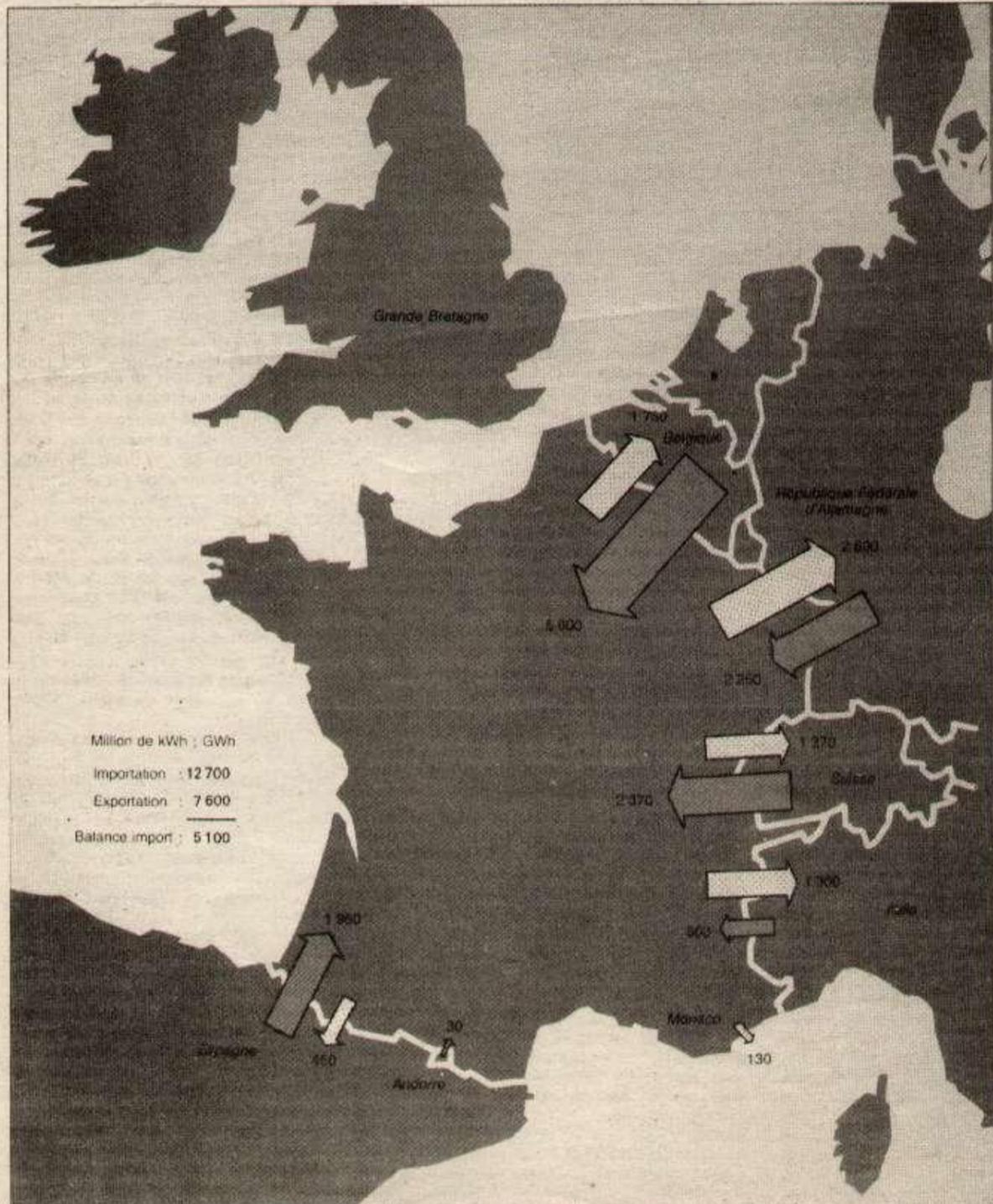
On saisit du reste tout l'embarras du pouvoir devant une panne aussi gigantesque que révélatrice qui dévoile le manque d'investissement en transport et en sécurité au profit du nucléaire et pourrait donc être une arme supplémentaire de contestation d'une politique énergétique déjà très contestée... Alors, maniant comme à l'habitude les vrais mensonges et les demi-vérités, les explications partielles, le pouvoir se défend en accusant : ceux qui « retardent » la mise en place de la nouvelle politique énergétique responsable de cette panne ; les pays producteurs de pétrole de l'OPEP accusés de nous mettre en difficulté au plan énergétique, explication commode au moment même où, pour des raisons fiscales on augmente le prix de l'essence !

Enfin la bourgeoisie accuse les travailleurs eux-mêmes suspectés de trop consommer d'énergie alors que la classe ouvrière consomme 7 fois moins d'énergie par personne que les patrons et cadres supérieurs !

De la marée noire de Portsall à la panne de Noël, en passant par la politique permanente de pillage du Tiers Monde, et d'exploitation forcenée des travailleurs de l'énergie, la politique de la bourgeoisie étale ouvertement son caractère cynique, répressif et mensonger, montrant par là l'unité de sa politique de profit, de pillage et de manipulation.

Pierre PUJOL

Les échanges d'électricité avec l'étranger



REPARTITION DE LA PRODUCTION D'ELECTRICITE SELON LA SOURCE D'ENERGIE PRIMAIRE EN 1977

La production nationale d'électricité est assurée à 83 % par EDF et pour le reste par des autoproducteurs (Houillères, SNCF, sidérurgie...).

Production à partir des différentes sources d'énergie	Production en milliard de kWh		Pourcentage (%)	
	E.D.F.	FRANCE	E.D.F.	FRANCE
Fuel lourd (1)	38,2	44,6	23 (37)	22 (33)
Hydraulique (2)	75,1	76	42 (68)	38 (55)
Charbon	34,3	45	20 (31)	24 (35)
Nucléaire	14,5	17	9 (14)	8 (11)
Gaz Naturel	7,4	9,5	4 (6)	5 (7)
Lignite, gaz dérivés, divers	3,0	2,7	2 (3)	1 (1)
TOTAL	168,5	202,6	100%	100%

(1) Les chiffres entre parenthèses sont le rappel des résultats 1976.
 (2) L'indice d'hydraulicité a été de 1,27 en 1977 et de 0,83 en 1976.

SUR LE VIF...

Une heure et demie après la coupure du courant, place de la République à Paris. Seuls les vitrines des Magasins réunis sont éclairés. Les camelots sortent leurs stands bien plus tard que d'habitude, ponctuant chaque effort de friction des mains. Tout le monde grelotte, le froid est très vif. Les queues s'étendent devant les cabines téléphoniques. Les abris-bus ne sont pas assez grand pour abriter tous les voyageurs que la RATP a fait sortir du métro. D'un côté de la place l'ambiance est plutôt détendue ; les victimes de l'EDF semblent-t-il des employés de bureau, des femmes dans leur immense majorité ; elles blaguent entre elles. Elles attendent que la circulation soit paralysée, ce qui n'est jamais bien

long, elles se désignent un automobiliste à l'allure avenante et au véhicule vide. «Tiens celui là avec ses cartons, je vais lui demander s'il va vers la Bastille». Le chauffeur hoche négativement la tête. L'auto stoppeuse d'occasion lance à ses compagnes d'infortunes restées sur le trottoir : «Il ne va pas à la Bastille ; il va vers le Châtelet. Ça vous intéresse». Une jeune femme qui n'y croyait pas s'élance sur la chaussée entre les voitures «oui, oui, moi, ça m'intéresse!»

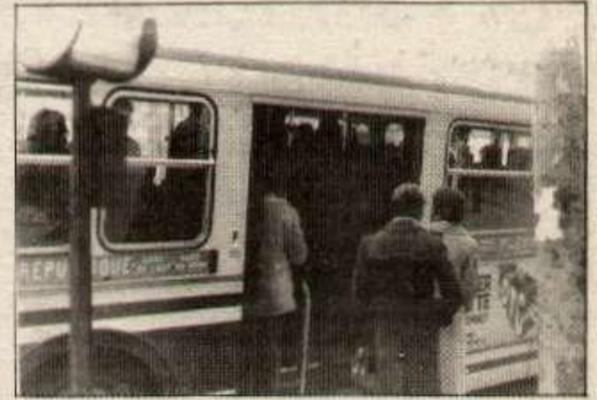
«Les gens vous prennent facilement» leur demandai-je ? «Dans l'ensemble ils essayent de nous aider». Une autre femme me précise qu'elle n'a pas l'intention de se rendre à son travail «J'ai téléphoné il n'y a personne». Vous ren-

trez chez vous ? «Je ne peux pas non plus».

Sous un autre abri-bus, une femme d'un certain âge cette fois lance à la cantonnale «en tout cas on va tous être couchés pour les fêtes avec une bonne angine». C'est la question de savoir à quoi est due la coupure qu'on entend les réponses les plus inattendues. Dans un premier temps un certain consensus se dégage pour affirmer que la coupure ne peut avoir d'autre cause qu'une grève. Une voix lancetimidement : «Quand il nous ont fait sortir du métro vers 9 h moins le quart, ils ont dit que c'était une panne». La thèse de la coupure suite à une demande trop élevée entraînée par un froid excessif rend sceptique : «Ce n'est pas

d'aujourd'hui qu'il fait si froid». De temps à autre tel ou tel voyageur exaspéré lance aux autres : «Ça suffit moi je fais le voyage à pied». Certains sont là depuis une heure et demie et il ne fait pas loin de cinq degrés au dessous de zéro. Une jeune regarde les embarras de la circulation. «J'allais à l'ANPE mais la grille est fermée. Il paraît que la coupure c'est à cause du froid ; il y en a qui disent que c'est une grève. En tout cas si c'est une grève, s'ils la font, c'est qu'il fallait qu'ils la fassent». Ce qui me plaît «Ce qui me plaît aujourd'hui» ajoute-t-elle «c'est de voir comment les gens font du stop, comment ils parlent entre eux».

François MARCHADIER



Pas de métro. Les autobus pris d'assaut, l'auto-stop semble marcher...

Le point de vue de M. Calvar de la FGE - CFDT

«Au moment où la panne s'est produite, on exportait de l'énergie»

Mardi 12 h

L'origine technique que l'on connaît pour l'instant, c'est un problème de ligne de transport puisque la ligne d'interconnexion internationale avec la Suisse a été coupée au niveau de Nancy. On a des difficultés à faire circuler l'information entre la direction et les directions syndicales. Tous les téléphones étant utilisés pour remettre la ligne en état. Les vraies causes ne seront connues que ce soir ou peut-être demain.

Le problème est le suivant ; ce matin, on était entrain d'exporter vers la Suisse et de ce fait, la disjonction, la coupure de cette ligne a provoqué un déséquilibre entre la production et la consommation qui a entraîné une élévation ou une baisse de la fréquence. Ce déséquilibre n'a pas pu être contrôlé parce qu'il a été trop brutal.

C'est au moment où l'on exportait que cela s'est produit. Comme on ne peut pas stocker l'énergie que l'on produit, la coupure avec la Suisse a entraîné une surproduction. Tous les autres réseaux en France qui sont protégés contre la baisse de fréquence se sont déconnectés très rapidement afin de ne pas détériorer les outils de production et de transports.

Dans tous les cas, il y a plusieurs lignes qui sont montées en parallèle qui évacuent l'énergie. Or à partir du moment où il en manque une, tout se transporte sur les autres et cela provoque des surcharges en lignes qui peuvent amener des disjonctions des autres lignes. C'est toujours un problème de sécurité. La position de notre fédération est la suivante : on est en train de subir, malheureusement pour les consommateurs d'ailleurs, les conséquences d'un programme gouvernemental qui a mis tous les moyens au service de la politique nucléaire et de ce fait, les problèmes de lignes de transports ont été négligés. Ont également été négligés tous les autres types de production qui peuvent être construits comme des ouvrages hydrauliques et des centrales thermiques classiques qui auraient pu être placées beaucoup plus près des lieux de consommation. Le programme électro nucléaire est un tel gouffre financier que la direction a fait le choix de donner la priorité aux investissements nucléaires et tout ceci au détriment du secteur de la distribution et aussi de l'entretien.

Le réseau EDF étant interconnecté au niveau national et international, dans une situation normale on peut très bien alimenter la région parisienne avec une centrale qui se trouve du côté de Marseille ou avec un barrage qui se trouve sur le Rhin ou sur le Rhône. Le système d'autonomie intégrale de chaque région économique ne serait possible qu'à partir du moment où chaque région de production produirait ce qu'elle consomme. Or la région parisienne et la Bretagne sont des régions déficitaires en moyens de production et c'est la raison pour laquelle on est obligé de laisser l'ensemble du réseau interconnecté. Voici l'avantage. Mais l'inconvénient c'est que, quand il y a une panne extraordinaire, comme celle d'aujourd'hui, c'est en quelques fractions de seconde, que se joue le maintien du réseau.

A partir du moment où un point est névralgiquement faible, cela risque de se répercuter comme cette fois-ci sur l'ensemble.

Il est sûr que le pouvoir va utiliser les mass-média et l'événement pour faire avancer son objectif politique de tout miser sur le nucléaire. Mais pour nous, il y a une panne réelle et une utilisation politique. Et c'est bien les conséquences d'une politique qui ont produit des incidents techniques.



On se bousculait aux cabines téléphoniques, pour prévenir...

Coupures : les précédents...

Le 10 novembre 76 au soir, la Bretagne était privée d'électricité pendant plusieurs dizaines de minutes. Il ne s'agissait pas d'une panne, mais d'une coupure décidée par la direction d'EDF. Ce soir là en effet la troisième chaîne de télévision diffuse un film qui remporte un important succès («Le jour le plus long»), et EDF pour faire face à la chute de tension occasionnée par cette inhabituelle demande, non prévue par les

services EDF, la Bretagne est volontairement isolée, pour que les autres régions soient approvisionnées. La direction EDF trouvait là le moyen pour argumenter sa campagne pour l'implantation de centrales nucléaires sur la Bretagne...

L'hiver 78, et notamment le mois de février très froid, a vu un nombre important d'usagers privés d'électricité. Sous le poids du gel, de la neige, les lignes s'effondrent. Dans les Alpes plusieurs lignes

haute tension, dont une de 400 000 volts ; il faudra plus de quinze jours pour rétablir complètement le réseau, dans des conditions précaires. En Normandie, dix lignes haute tension sont endommagées, plus de 300 000 foyers sont privés d'électricité, certains pendant une semaine ; le retour à la normale demandera plusieurs semaines. Dans la région parisienne, plus de 100 000 usagers ne reçoivent plus d'électricité,

pendant 48 heures pour la plupart d'entre eux. Dans la région de Chartres 8 000 usagers ont du attendre une semaine. Dans l'Est, une dizaine de ligne haute tension également endommagées privent 150 000 usagers d'électricité de plusieurs heures à plusieurs jours.

Les syndicats dénonçaient à cette occasion les conditions de travail et le manque d'effectifs pour rétablir, ou entretenir le réseau EDF.

«La roue de secours n'était pas fiable»

EDF avance pour cause de ses pannes des critères techniques qu'elle aurait du mal à contrôler. Cependant, nombre de pannes sont dues explicitement à des erreurs de conception, comme en témoignent les incidents survenus dans le 19^e arrondissement de Paris, à plusieurs reprises.

Ainsi, le dimanche 17 avril 77, tous les immeubles neufs du quartier de la rue de Crimée sont privés d'électricité, pendant 36 heures. On imagine ce que ressentent les habitants de ces immeubles qui font

pour le moins une dizaine d'étages... Un syndicaliste de l'EDF expliquait alors : «Les incidents de ce type sont de plus en plus nombreux. On peut constater que cette panne ne touchait que des immeubles neufs branchés sur le nouveau réseau dit «triphase». Ces installations sont moins fiables parce que le budget distribution EDF subit tout le poids de la priorité accordée au secteur production, le service de l'abonné s'en ressent. EDF aurait pu mettre en place un réseau répondant aux be-

soins prévisibles, par un réseau suffisamment costaud, mais le choix a été de faire de la promotion pour le «tout électrique», au profit des promoteurs qui récupéraient les primes. Dans ce cas, c'est un câble qui a lâché, mais il y en a un deuxième, une sorte de roue de secours qui a lâché aussi. Était-il hors d'usage avant la panne, ou bien n'a-t-il pas tenu le coup ? La roue de secours n'était pas plus fiable que la roue hors d'usage. Les agents EDF ont du se mobiliser eux-mêmes pour réclamer la mise sur pieds d'équipes

supplémentaires de secours». Le syndicaliste concluait ainsi : «L'EDF fait le chantage suivant pour imposer le tout nucléaire : «Est-ce que vous voulez revenir à l'âge des cavernes, vous éclairer à la bougie ?» Le problème n'est pas là, c'est en fait celui de la distribution. Dans la mesure où elle est négligée au profit de l'installation des centrales nucléaires (par une priorité budgétaire), on risque effectivement de s'éclairer de plus en plus à la bougie. Les pannes vont se multiplier».

LA POSITION DE LA CHINE SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

Telle qu'elle avait été présentée devant la dernière assemblée générale de l'ONU

● *A la fin du mois de septembre dernier, Houang Houa, ministre des Affaires étrangères et chef de la délégation de la République populaire de Chine à la 33^e session de l'assemblée générale des Nations Unies, exposait le point de vue de son pays sur les développements de la situation internationale, depuis un an. Nous citons ici, à titre de document, de larges extraits de son intervention.*

(...) Au cours de l'année écoulée, la situation internationale a connu des bouleversements violents, et la paix mondiale et la sécurité internationale ont subi de sérieuses menaces. Les deux superpuissances ont intensifié leur dispute en vue de l'hégémonie mondiale, l'une s'évertuant à préserver ses intérêts acquis, et l'autre cherchant par tous les moyens à élargir ses sphères d'influence. L'Europe constitue, sous l'angle stratégique, le point clé de la rivalité entre les deux superpuissances. C'est là qu'elles se trouvent continuellement en état d'affrontement intense.

«LA MENACE PRINCIPALE POUR LA PAIX ET LA SECURITE MONDIALES»

En vue d'encercler l'Europe en la contournant, le social-impérialisme s'est livré avec un zèle redoublé à l'agression et à l'expansion en Afrique, au Moyen Orient et dans la région du Golfe, s'emparant des positions d'importance stratégique et des ressources stratégiques et s'efforçant de contrôler les lignes de communication ; cela est une composante importante de sa stratégie planétaire tendant à l'hégémonie mondiale.

Afin de renforcer sa position pour s'assurer l'hégémonie dans la région de l'Asie et du Pacifique, il a accéléré en même temps son expansion et son infiltration et crée des frictions et des conflits dans cette région, menaçant directement la sécurité dans cette région, des pays concernés. Pendant cette période, cette superpuissance, dans son offensive, a adopté tout particulièrement ces tactiques : se servir d'une façon toujours plus flagrante d'agents, recoler des mercenaires et dresser des Africains contre des Africains et des Asiatiques contre des Asiatiques en leur faisant tirer les marrons du feu à son profit. Elle n'a même pas hésité à recourir à des attentats terroristes et à provoquer des incidents de subversion et des troubles révoltants. Les activités effrénées d'agression et d'expansion du social-impérialisme marquent une nouvelle tendance dans la situation internationale actuelle, qui mérite attention. Elles prouvent encore une fois que le social-impérialisme est plus agressif et aventureux et qu'il constitue la menace principale pour la paix et la sécurité mondiales.

Au fur et à mesure de l'intensification de la dispute entre les deux superpuissances, et de l'accélération du déploiement du dispositif stratégique planétaire du social-impérialisme, les guerres coloniales se sont faites plus nombreuses et le danger de guerre mondiale a augmenté. Retarder l'arrivée de la guerre mondiale et maintenir la paix internationale, cela représente à l'heure actuelle une tâche importante pour les peuples des divers pays. (...)

Les superpuissances en vue de dissimuler leurs plans de guerre, s'efforcent à créer des illusions de paix et à endormir ainsi les peuples du monde. Le social-impérialisme prétend mensongèrement que «la détente est déjà devenue un trait dominant» dans l'atmosphère politique internationale. S'il en est

vraiment ainsi, pourquoi affecte-t-il chaque année des sommes énormes à une expansion frénétique des armements ? Pourquoi s'acharne-t-il, après avoir acquis la supériorité sur le plan des forces militaires conventionnelles, à établir aussi sa supériorité en armements nucléaires ? De toute évidence, le social-impérialisme poursuit un but inavoué, en créant de faux sentiments de détente.

«POUR RETARDER L'ARRIVEE DE LA GUERRE»

Pour réaliser et sauvegarder la paix mondiale et retarder l'arrivée de la guerre, il faut suivre une juste voie. Les moyens que nous préconisons sont les suivants : tout d'abord, il est nécessaire d'indiquer sans ambages aux peuples le danger accru de la guerre pour qu'ils redoublent de vigilance et se tiennent fin prêts à résister à l'agresseur. Ensuite, il faut intensifier puissamment la lutte contre les fauteurs de guerre, déjouer chacun de leurs actes d'agression et d'expansion et bouleverser en temps voulu leur dispositif de guerre. Et en troisième lieu, la nécessité s'impose de continuer à combattre la politique d'apaisement qui consiste à faire des compromis et à accorder des concessions à l'agresseur, car cette politique, très nuisible, ne peut que nourrir le mal et augmenter le danger de guerre. La Chine a toujours agi conformément à ces trois principes et elle continuera à agir dans le même sens (...).

Maintenant, la lutte des pays du Tiers Monde pour la sauvegarde de l'indépendance nationale fait face à une nouvelle situation complexe. Mu par ses visées agressives et expansionnistes, le social-impérialisme se pose en «allié naturel des pays en voie de développement» et arbore l'enseigne du «soutien aux mouvements de libération nationale», pour mystifier l'opinion publique. D'autre part, il s'évertue par tous les moyens à semer la discorde entre les pays du Tiers Monde pour torpiller leur solidarité : aujourd'hui, il vous qualifie de «progressiste» et demain, il vous taxe de «réactionnaire» ; tantôt il soutient celui-ci pour s'opposer à celui-là et tantôt il soutient celui-là pour s'opposer à celui-ci. Instruits par leurs propres expériences, les peuples du Tiers Monde se sont rendus clairement compte que le maintien de l'unité dans le combat contre l'ennemi commun est un garant important de la victoire de la lutte pour la sauvegarde de l'indépendance nationale. Durant l'année passée, face à l'ennemi féroce, ils ont pris en considération l'intérêt général et la situation d'ensemble, veillé à rechercher un terrain d'entente sur les points majeurs en laissant de côté les divergences sur des points mineurs combattus la scission et l'intervention étrangère et persisté dans l'unité et la lutte antihégémoniste (...).

SUR LE MOYEN ORIENT

La situation au Moyen Orient appelle une attention sérieuse de notre part. Jusqu'à ce jour, le sionisme israélien refuse obstinément d'évacuer les territoires arabes qu'il a occupés et de reconnaître les droits nationaux du peuple palestinien, et il continue de soumettre les peuples des pays arabes et de Palestine à de nouvelles menaces de guerre. Si le sionisme israélien se montre si insolent, cela est étroitement lié au soutien et à l'encouragement accordés par les deux superpuissances. Une superpuissance persiste dans sa position pro-israélienne. L'autre superpuissance, quant à elle, déploie tous ses efforts pour que le Moyen Orient reste enlisé dans une situation ni guerre ni paix ! En même temps, elle attise les haines et sème la discorde parmi les pays arabes en vue de

saper leur unité, d'affaiblir leur force de combat, et partant, de pêcher en eau trouble.

Le gouvernement et le peuple chinois estiment invariablement que les peuples des pays arabes et de Palestine sont les victimes directes de la dispute acharnée entre les deux superpuissances et de l'agression et de l'expansion d'Israël. La solution du problème du Moyen Orient ne pourra être réalisée que si elle conduit effectivement à la récupération par les peuples arabes de leurs territoires occupés et au recouvrement par le peuple palestinien de ses droits nationaux ; et c'est seulement ainsi que la paix pourra être amenée au Moyen Orient. La lutte des pays et peuples arabes contre le sionisme israélien est une lutte tout à fait juste, elle est intimement liée à la lutte antihégémoniste. Le gouvernement et le peuple chinois apportent invariablement leur soutien résolu à la lutte des peuples des pays arabes et de Palestine pour la récupération des territoires occupés et le recouvrement des droits nationaux de la Palestine ; ils s'opposent avec fermeté à la rivalité des deux superpuissances tendant à l'hégémonie au Moyen Orient, de même qu'à la violation brutale par elles des intérêts des peuples arabes. Nous condamnons avec véhémence la politique d'agression et d'expansion du sionisme israélien. Nous ne reconnaissons pas Israël et nous n'établissons aucun rapport avec lui. Nous souhaitons du fond du cœur que les peuples des pays arabes et de Palestine, grâce à des consultations patientes, éliminent leurs divergences, renforcent sans cesse leur unité, surmontent graduellement les difficultés dans leur marche en avant et remportent finalement la grande victoire de la lutte contre l'agression.

«SOUTENIR PUISSAMMENT LA LUTTE DES PEUPLES D'AFRIQUE AUSTRALE»

L'Afrique australe demeure aujourd'hui la plus grande région coloniale dans le monde. Les régimes réactionnaires de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie poussés et épaulés par l'impérialisme, poursuivent furieusement leur politique colonialiste et raciste. Il est inadmissible que cet état de chose continue, il faut le changer radicalement. Sous les coups cinglants infligés par la lutte armée des peuples du Zimbabwe et de Namibie, les régimes racistes se trouvent aujourd'hui au bout du rouleau, mais ils se battent encore désespérément, en jouant des tours politiques, telles que leurs propositions dites de «solution interne» et ils envahissent sans discontinuer les pays voisins africains dans la tentative de maintenir la domination réactionnaire. Quant aux deux superpuissances, elles ne relâchent point leur rivalité dans ces régions. Notamment cette superpuissance tard venue s'escrime à y pratiquer l'infiltration et l'expansion. Nous sommes invariablement d'avis que tous les pays épris de justice doivent soutenir puissamment la lutte libératrice des peuples du Zimbabwe de Namibie et d'Azanie. Le Zimbabwe et la Namibie doivent réaliser l'indépendance nationale authentique, sur la base de l'intégrité nationale authentique, sur la base de l'intégrité et de l'unification territoriales et à l'abri de toute ingérence étrangère. La politique d'apartheid de l'Afrique du Sud doit être brisée. L'ONU doit suivre le courant de l'histoire et remplir les obligations qui lui incombent, en contribuant à mettre fin à la domination colonialiste et raciste en Afrique australe conformément aux ardentés aspirations et aux justes demandes des peuples africains. La Chine appuie fermement la juste lutte des peuples d'Azanie, du Zimbabwe et de Namibie. Nous avons la certitude que les grands peuples africains sauront détruire la dernière citadelle

le du colonialisme et du racisme et conquérir l'indépendance complète et la libération totale de toute l'Afrique.

«LES ETATS-UNIS DOIVENT RETIRER TOUTES LEURS TROUPES DE LA CORÉE»

La juste lutte du peuple coréen pour la réunification indépendante et pacifique de la patrie bénéficie de la sympathie et du soutien des peuples des divers pays. Les Etats-Unis doivent retirer de la Corée du Sud la totalité de leurs troupes et de leurs équipements militaires. Le soi-disant «commandement des troupes de l'ONU» doit être dissout, et les Etats-Unis et la clique Pak Jeung Hi de Corée du Sud doivent cesser toutes leurs activités conspiratrices tendant à créer «deux Corées» ; c'est à l'heure actuelle la clé de la solution du problème coréen. Nous affirmons notre soutien résolu aux propositions formulées par le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée pour résoudre le problème de la réunification indépendante et pacifique de la Corée ainsi qu'aux efforts qu'il déploie dans ce sens. La résolution adoptée par la 30^e session de l'assemblée générale de l'ONU sur la promotion de la réunification indépendante et pacifique de la Corée doit être mise en application scrupuleusement et sans plus tarder. Le problème coréen doit être réglé par le peuple coréen lui-même, à l'abri de toutes ingérences étrangères. (...)

POUR UN DESARMEMENT REEL

Les nombreux pays moyens et petits demandent énergiquement de mettre un terme à la manipulation par les superpuissances des négociations sur le désarmement et de réformer le mécanisme de désarmement, ce qui est tout à fait légitime. La décision prise par la session extraordinaire de l'assemblée générale de l'ONU sur le désarmement au sujet de la réforme du mécanisme de désarmement a traduit dans une certaine mesure l'aspiration de ces pays. Mais en ce qui concerne le nouveau mécanisme de négociation, il est assez loin de pouvoir répondre aux exigences formulées par de nombreux pays, et il lui est difficile d'éviter complètement l'emprise des superpuissances et d'assurer la réalisation des propositions raisonnables avancées par divers pays du monde sur le désarmement. Evidemment, le progrès de la lutte pour le désarmement ne dépend pas uniquement du mécanisme de négociation. L'essentiel c'est de forcer les superpuissances à changer leur position obstinée. La lutte pour le désarmement doit être étroitement liée au combat pour la défense de l'indépendance nationale, de la souveraineté d'Etat et de l'intégrité territoriale contre l'hégémonie. Nous sommes disposés à continuer d'œuvrer, de concert avec de nombreux pays, moyens et petits pour la réalisation d'un désarmement réel. (...)

L'OBSTRUCTION DES SUPERPUISSANCES A LA CONSTITUTION D'UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE MONDIAL

Le travail pour détruire l'ancien et créer le nouveau dans le domaine de l'économie internationale n'a pas enregistré de progrès substantiel à cause de l'obstruction et du sabotage des superpuissances. Une superpuissance prêche le «nouvel ordre» du bout des lèvres et s'obstine à fond à maintenir l'ancien ordre, tandis que l'autre superpuissance, arborant l'enseigne de la «réforme démocratique» s'évertue à placer les rapports économiques internationaux dans

l'orbite de ces tentatives pour s'assurer l'hégémonie mondiale et, partant, à étendre et à intensifier l'exploitation et le contrôle qu'elle exerce sur les pays en voie de développement. Voilà les principaux obstacles pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

Etablir un nouvel ordre économique international, c'est un souhait ardent pour les nombreux pays en voie de développement et c'est d'ores et déjà devenu un puissant courant de l'histoire. En même temps, nous devons prendre conscience qu'on ne peut atteindre cet objectif qu'à travers une lutte âpre et complexe. (...)

Le gouvernement chinois soutient résolument cette juste lutte et appuie énergiquement les propositions et suggestions rationnelles formulées par les pays en voie de développement sur le programme intégré concernant les produits ainsi qu'un fonds commun, la réduction ou l'annulation des dettes, l'accroissement des fonds destinés au développement, l'amélioration des conditions de transfert des techniques, etc., afin de promouvoir la production et les sciences et techniques dans les pays en voie de développement. Nous souhaitons en outre voir les pays du second monde, adopter tous une attitude correcte, renforcer leur coopération avec les pays en voie de développement sur la base de l'égalité et apporter leur part de contribution à l'instauration d'un nouvel ordre économique international (...).

Notre pays appliquera comme par le passé la ligne révolutionnaire du président Mao en matière d'affaires étrangères. Adhérant fermement à la théorie du président Mao sur la division en trois monde, nous resserrerons notre union avec les peuples et nations opprimées du monde entier, raffermirons notre unité avec les pays du Tiers Monde et nous unirons avec tous les pays victimes de l'agression, de la subversion, de l'intervention, de la mainmise et des vexations des superpuissances, pour former le front uni le plus large contre l'hégémonie de superpuissance. Nous continuerons à nouer et à développer des relations avec tous les pays sur la base des cinq principes suivants : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non agression mutuelle, non ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantage réciproque ainsi que coexistence pacifique. Nous soutenons la lutte révolutionnaire menée par tous les peuples et nations opprimées, appuyons tous les pays en lutte pour la sauvegarde de l'indépendance et de la souveraineté ainsi que pour la défense de la paix et de la sécurité internationales et combattons la mainmise étrangère, la domination et l'hégémonie sous toutes leurs formes. (...)

«NOUS AVONS BESOIN D'UNE CONJONCTURE DE PAIX»

Le peuple chinois aime ardemment la paix et s'oppose à ce que l'on déclenche une nouvelle guerre mondiale. D'ailleurs, nous avons besoin d'une conjoncture internationale de paix pour une longue période, afin de construire notre pays. Fidèle aux enseignements du président Mao, nous ne prétendons jamais à l'hégémonie, nous n'agissons jamais en superpuissance ni maintenant, ni même lorsque la Chine sera devenue un Etat socialiste puissant et moderne. En entreprenant dans la paix, l'édification en Chine, nous sommes résolus devant la menace croissante de la guerre à joindre tous nos efforts à ceux des peuples du monde pour maintenir la paix et reculer l'échéance de la guerre (...).

Après l'établissement de relations Chine-USA LES EFFORTS DE MOSCOU POUR SEMER LA CONFUSION

● La reconnaissance officielle par les Etats-Unis de la République populaire de Chine, est une nouvelle occasion pour l'URSS de développer sa propagande anti-chinoise. Dès dimanche, la presse soviétique a attaqué sur deux thèmes. D'une part, elle prétend que la Chine pousse à la guerre entre les Etats-Unis

On notera que le raisonnement des socio-impérialistes n'est pas dépourvu de contradictions, d'ailleurs, les mêmes auxquelles nous ont habitués ces derniers mois, les dirigeants du Parti du travail d'Albanie, dans leurs calomnies proférées contre la Chine.

En effet, il semble qu'il y ait quelque contradiction à affirmer que la Chine pousse à l'affrontement entre les deux superpuissances, se maintenant à l'écart, pour devenir maîtresse du jeu, et affirmer en même temps, comme le fait la presse soviétique, que la Chine s'allie aujourd'hui avec les Etats-Unis, et le Japon, en un bloc politico-militaire, pour combattre l'URSS. Mais, le Kremlin n'est pas à ça prêt, dès lors qu'il faut semer la confusion sur la réalité de la situation internationale.

L'URSS VEUT MASQUER LA GRAVITE DE SA RIVALITE AVEC LES USA

Qui parle du danger de guerre veut la guerre : c'est, on le sait une des bases de « l'argumentation » des Soviétiques, s'acharnant à tronquer la réalité

des positions, des analyses du parti communiste et du gouvernement chinois, ne cessent d'appeler à lutter contre les facteurs de guerre, pour retarder le plus possible l'échéance du déclenchement d'un nouveau conflit mondial. La constitution du front anti-hégémonique n'a d'ailleurs pas d'autre objet : en s'opposant efficacement aux menées des superpuissances, permettre aux peuples de gagner du temps et de développer leurs luttes révolutionnaires.

Accusant la Chine de vouloir la guerre, les Soviétiques entendent ainsi minimiser aux yeux des peuples, la gravité de leurs contradictions, de leur rivalité avec l'impérialisme américain. Le ton même de leurs diatribes anti-chinoises, alors que par ailleurs, ils sont engagés dans des négociations planétaires avec les Etats-Unis, dans le cadre d'une politique dite de « détente », peut largement servir à cette fin. Mettre au premier plan, dans leur propagande, l'opposition entre la Chine et l'URSS leur sert pour tenter de faire oublier la lutte à outrance

et l'URSS, afin, écrit le journal de l'armée *L'Etoile rouge* d'observer la lutte de deux tigres dans la plaine comme un singe qui s'est retiré sur la montagne. Dans une telle confrontation, les deux grandes puissances se liquideront vers l'hégémonie mondiale. L'autre thème c'est celui développé par

pour l'hégémonie mondiale, à laquelle ils se livrent avec les Etats-Unis, sur tous les continents, et qui conduit vers une confrontation militaire entre eux. N'essayent-ils pas de faire oublier, par exemple que les Etats-Unis et l'URSS ont mis sur pied un arsenal de guerre sans précédent dans l'histoire de l'humanité, sans comparaison possible avec les arsenaux des autres pays, et qu'ils se livrent à d'après marchandages pour la répartition des forces à l'échelle de la planète. Comme c'est le cas dans les difficiles négociations en cours sur les armements stratégiques (négociations SALT) et plus généralement dans toutes les négociations sur le « désarmement », dont les deux superpuissances entendent conserver le contrôle absolu, malgré l'avis opposé notamment des pays du Tiers Monde, et des non-alignés.

DISCREDITER LA LUTTE ANTI-HÉGÉMONIQUE

Il est vital pour les Soviétiques d'essayer de discréditer le front anti-hégé-

monique qui se met aujourd'hui en place, dans la mesure où il entre en contradiction avec leurs visées. Un des moyens privilégiés auxquels ils recourent en vue de jeter le discrédit consiste à assimiler toute opposition à l'URSS, à un appui accordé à la politique impérialiste des Etats-Unis. A noter qu'en France, la presse bourgeoise apporte de l'eau au moulin de cette falsification. Ainsi, *le Figaro* n'hésitait pas à écrire, lundi que la Chine renonce désormais à la théorie des Trois mondes (1), qui établit que les deux superpuissances américaine et soviétique sont aujourd'hui l'ennemi principal des peuples, et qu'elle va désormais concentrer tous ses coups contre l'URSS. Falsification grossière qui se prétend une déduction logique de la position marxiste-léniniste, selon laquelle l'URSS est aujourd'hui la superpuissance la plus dangereuse.

Cette position se fonde pourtant sur une réalité irréfutable déterminée en particulier par le déclin relatif de l'autre superpuissance : l'impérialisme américain. A moins de sous-estimer complètement la

l'Agence Tass sous la forme d'une déclaration d'un dirigeant du parti révisionniste japonais. Selon lui « la normalisation (entre la Chine et les Etats-Unis) menace d'aggraver la tension » car, la politique chinoise est « axée sur la réaffirmation d'un front antisoviétique ».

portée des luttes anti-impérialistes des peuples depuis 1945, dont la victoire des peuples indo-chinois a été une étape particulièrement marquante, et auxquelles la Chine a apporté une contribution de premier plan, à moins aussi de sous-estimer profondément l'importance des contradictions inter-impérialistes, notamment celles entre les impérialismes européens et les USA, et qui ont conduit à la désagrégation du camp impérialiste, constitué sous la houlette américaine, après la guerre, on ne peut que constater l'ampleur des reculs de l'impérialisme américain. Reculs dont l'URSS essaie de tirer partie pour développer ses entreprises agressives.

La normalisation des relations de la Chine avec les Etats-Unis sanctionne ce recul de l'impérialisme américain, puisqu'elle consacre l'abandon par celui-ci d'une de ses positions dans la région de l'Asie du sud-est et du Pacifique. En même temps, ce recul ne profite nullement au social-impérialisme, le bénéfice en revient à la République populaire de Chine, pays socialiste qui renforce

ainsi ses positions internationales, et qui marque un point dans la lutte anti-hégémonique pour laquelle il déploie une intense activité. Et pour ces raisons le bénéfice en revient à tous les peuples.

Jean-Paul GAY

UN «AVERTISSEMENT» POUR ISRAËL ?

Les sionistes semblent avoir bien compris que l'établissement de relations diplomatiques Chine-USA reflète le recul de l'impérialisme US. Plusieurs parlementaires sionistes ont déclaré que la normalisation des relations sino-américaines et le lâchage du régime de Taïwan constituaient un « avertissement » au sujet des garanties que les Etats-Unis donnent à l'Etat sioniste. Les dirigeants sionistes avaient eu des réactions analogues lorsque les Américains s'étaient retirés du Vietnam.

IRAN : POINT DE VUE

● Dans le cadre du mouvement actuel d'opposition au Shah, outre les « libéraux » et les forces musulmanes, divers groupes, de nombreux cercles locaux, se réclamant du marxisme-léninisme sont apparus ou se sont développés. Ainsi l'Union, de lutte pour la création du parti de la classe ouvrière d'Iran, dont un des militants répondait vendredi dernier, dans ces colonnes, à nos questions. Cette organisation donne ici son point de vue sur la situation du mouvement marxiste-léniniste.

Alors que le mouvement populaire s'est développé impétueusement, menaçant sérieusement le trône des Pahlavis, le mouvement communiste iranien n'a pas joué un rôle efficace dans le développement et moins encore dans la direction du mouvement. Son état d'organisation a été très imparfait : de nombreux petits groupes et organisation à faible envergure et à faible implantation (et dans beaucoup de cas sans aucune implantation) parmi les masses et la classe ouvrière. La raison de cette situation doit être avant tout recherchée dans le passé et l'histoire du développement du mouvement communiste. En effet, il n'a jamais joué de continuité, mais a été au contraire interrompu au moins à deux reprises par les courants non marxistes et anti-marxistes qui s'ajoutaient à la répression sanglante exercée par la réaction, pour affaiblir le mouvement et le tirer, à chaque fois plusieurs années en arrière.

LA RESPONSABILITÉ DU PARTI RÉVISIONNISTE TOUDEH

Une première coupure est due

au parti Toudeh qui, dans les années 1941-53 en particulier, imposa son réformisme et son légalisme petit-bourgeois au mouvement ouvrier et populaire en négligeant complètement les enseignements et les acquis de la période précédente qui était dominée par l'expérience glorieuse quoique courte du Parti communiste d'Iran.

(...) Après le coup d'Etat de 1953, la direction capitulationniste du Toudeh, composée de quelques aristocrates et grands bourgeois en quête du pouvoir, abandonna les cadres et membres révolutionnaires du parti (comme le valeureux chef de l'Organisation militaire du parti, Khosrow Rouzbeh, et ses compagnons) sous les griffes du fascisme pour se réfugier à l'étranger. Plus tard, elle devait complètement tomber sous la coupe des révisionnistes khrouchtchéviens qui venaient de prendre le pouvoir en URSS. Ainsi, le parti Toudeh se transforma d'un parti petit-bourgeois réformiste en un parti révisionniste à la solde de Moscou, en un agent du social-impérialisme russe dans notre mouvement ouvrier de libération nationale, c'est-à-dire en danger principal, menaçant ce mouvement.

Le réformisme du parti Toudeh a été le principal responsable de la défaite du mouvement populaire des années 50-53 engagé dans la lutte contre l'impérialisme britannique et la Cour. La clique dirigeante du Toudeh, non seulement fut incapable d'avancer l'alternative révolutionnaire devant le mouvement populaire et de prendre ainsi la direction de ce mouvement en dépassant la bourgeoisie nationale et son leader le docteur Mossadegh, mais elle s'avéra aussi incapable de soutenir avec conséquence les efforts du leader bourgeois

dans la lutte contre les britanniques.

Alors qu'elle disposait d'une organisation clandestine d'officiers révolutionnaires et des armes suffisamment importantes, ainsi que des bataillons considérables des forces ouvrières et populaires, la direction du Toudeh ne fit rien pour armer les masses et les tenir prêtes à déjouer le complot de restauration du pouvoir de la cour qui devait plus tard voir le jour sous forme du coup d'Etat d'août 1953 de la C.I.A. (...)

Le réformisme et la trahison de la clique dirigeante du Toudeh qui étaient donc à l'origine de la défaite du mouvement populaire et de la victoire du fascisme en Iran, servirent de leçon à la nouvelle génération.

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION

Les jeunes militants révolutionnaires se sont engagés sur une nouvelle voie à partir d'une analyse critique de l'expérience du passé et de la ligne réformiste et légaliste du Front national de Mossadegh d'une part et du parti Toudeh de l'autre, ainsi que d'une étude des expériences révolutionnaires du monde : l'Algérie, Cuba et surtout la Chine. Ainsi se forma un courant révolutionnaire aussi bien parmi les nationalistes que chez les jeunes marxistes. Ces derniers furent vivement influencés par le débat des années 60 contre le révisionnisme, déclenché et dirigé par le Parti communiste Chinois et le camarade Mao Tsé-toung, ainsi que par la pensée maotsetoung en général. Des cercles se formèrent sur cette base pour s'assimiler le vrai marxisme-léninisme et se lier aux masses afin de créer le parti

d'avant-garde de la classe ouvrière et de faire la révolution.

La jeunesse et l'inexpérience de ce mouvement, l'absence de liens de classe avec le prolétariat, la base petite-bourgeoise de ses éléments (jeunes étudiants et intellectuels issus des couches moyennes) et une étude superficielle du marxisme-léninisme due à l'absence de littérature et la censure d'une part et à l'impatience de ces jeunes intellectuels de l'autre, firent qu'une partie de ce mouvement fut victime d'une déviation de « gauche », c'est-à-dire la ligne foquistes avec ses diverses variantes, l'une plus erronée que l'autre. Ainsi, des centaines de jeunes révolutionnaires dévoués à la cause du peuple et à la révolution se sacrifièrent dans des batailles singulières avec les forces de répression afin de « réveiller les masses » et « réunir les conditions nécessaires de la construction du parti » ? Ce courant, en dépit de l'héroïsme des guerilleros, échoua vers 1976, les groupes de révolutionnaires isolés du peuple qui le composaient n'ayant pu trop longtemps se maintenir devant les assauts furieux de la Savak mise sur pied de guerre pour les anéantir.

Certes, ce mouvement révolutionnaire petit-bourgeois laissa une certaine influence dans la société par son héroïsme et son esprit de sacrifice et par des coups qu'il porta à la réaction, mais, ses minces résultats positifs se soldèrent par des centaines de sacrifices inutiles en vie humaine et par des milliers de prisonniers. Par ailleurs, il plongea pendant quelques années le mouvement dans une déviation de « gauche » extrêmement nuisible à la cause de la révolution

(2) La situation du mouvement marxiste-léniniste

et du communisme. Ce « gauchisme » fut en fait le châtiement du réformisme et du légalisme du parti Toudeh et constitua une seconde coupure dans le processus du développement du marxisme en Iran en présentant l'éclectisme petit-bourgeois et un amalgame des idées de Mao et de Debray comme le « marxisme-léninisme appliqué aux conditions concrètes de l'Iran » (?) et en propageant l'idée de la lutte de guerrilla des intellectuels coupés du peuple faisant ainsi obstacle à la liaison des intellectuels révolutionnaires avec les masses, liaison qui constitue la condition sine qua non de la création du parti d'avant-garde de la classe ouvrière (...).

La grève des 2 000 ouvriers de l'usine de machine de Tabriz, au mois d'août dernier, en solidarité avec le mouvement populaire est un bon signe de fusion, qui doit être généralisée entre le mouvement revendicatif de la classe ouvrière et le mouvement politique de masse car seule la participation massive de la classe ouvrière en tant que classe indépendante peut donner au mouvement la solidité et la continuité nécessaires. C'est pourquoi, les marxistes-léninistes ont pour tâche impérieuse de travailler non seulement au sein de l'actuel mouvement pour tenter de lui imprimer une orientation de plus en plus claire et révolutionnaire, mais aussi et surtout de mener un travail intense au sein du prolétariat pour l'entraîner de plus en plus massivement dans le combat économique et surtout politique contre la monarchie, le régime au pouvoir et l'impérialisme.

(A suivre)

JOURNÉE NATIONALE D'ACTION DE JEUDI

De nombreuses organisations CFDT appellent à y participer

La journée nationale d'action du 21 décembre prend de l'ampleur. Lancée à l'initiative de la CGT pour protester contre les licenciements massifs, la réforme de l'indemnisation du chômage et le déplaçonnement des cotisations de sécurité sociale, la grève du 21 sera effective dans de nombreux secteurs. Ainsi la fédération du Livre CGT appelle-t-elle à faire grève «avec non parution de la presse», ce qui signifie qu'il n'y aura pas de journaux nationaux jeudi matin. *Le Quotidien du Peuple* (journal du soir) ne paraîtra pas jeudi à Paris et ne sera pas vendredi matin à Paris.

Pour les travailleurs de l'Etat, de la construction, de la santé, des PTT et de la fonction publique, les fédérations CGT ont lancé un mot d'ordre de 24 heures de grève. De même, les cheminots CGT

ont déposé un préavis de grève pour le 21 décembre de 0 à 24 h. Les fédérations EDF-GDF de la CGT appelle, elles, à des débrayages «d'un minimum de deux heures», probablement de 9 h à 11 h du matin.

Plus significatif est l'appel lancé par plusieurs fédérations et unions départementales CFDT à s'associer à la journée du 21. C'est le cas de la fédération Construction-bois, de la fédération Hacuitex de celle des Finances, et de celle de l'Alimentation, qui appellent à «faire du 21 une journée de revendication et de protestation la plus unitaire possible». A Paris, l'union régionale parisienne CFDT PTT participera à la manifestation prévue, dans l'après-midi.

C'est également le cas pour de nombreuses unions départementales dans la Loire Atlantique, le

Maine et Loire, le Rhône, la Loire, la Drôme, l'Ardèche, la Savoie, et d'autres encore.

Ce «répondant» de nombreuses structures CFDT ne semble pas étonner Edmond Maire. A l'occasion d'une conférence de presse, celui-ci a réaffirmé que la CFDT «tiendra le cap du réajustement», c'est-à-dire du «recentrage». Maire a réaffirmé que la direction CFDT «ne voulait plus de grandes journées sans lendemain. Nous n'entendons plus participer à une protestation verbale synonyme d'impuissance, qui procède d'une logique politique et non syndicale (...). Nous avons prévu dès le mois de mars que notre ligne syndicale ne serait pas mise à l'épreuve seulement sur les idées, mais sur les formes d'action. Ce moment est arrivé».

Maire n'a pas tort quand il parle des journées nationales d'action, en général, comme des «éteignoirs». Il n'a pas tort non plus quand il prête à la CGT des arrières pensées politiques, ce que confirme le communiqué du bureau politique du PCF diffusé lundi, qui appelle le PCF et ses élus à participer massivement et «efficacement» à la journée du 21. Il n'en reste pas moins que les attaques répétées de Barre contre le pouvoir d'achat des travailleurs, la multiplication des licenciements et des menaces de licenciements, l'augmentation sans précédent du chômage (1 773 256 selon la CGT), tout cela crée chez les travailleurs un sentiment de ras le bol qui peut trouver dans l'action de jeudi une occasion de s'exprimer, au delà des manœuvres politiques des confédérations.

Journée de deuil une nouvelle fois massivement suivie

SOLDATS ET MANIFESTANTS FRATERNISENT A TABRIZ

La journée de deuil, à laquelle appelait lundi les chefs religieux, a été une nouvelle fois massivement suivie. Dans toutes les grandes villes du pays, des manifestations ont eu lieu, regroupant à chaque fois plusieurs dizaines de milliers de participants. Ainsi à Mashad, une ville de 700 000 habitants, plus de 100 000 personnes ont à nouveau défilé.

Mais c'est à l'autre bout du pays, à Tabriz, que ce

sont produits des événements qui pourraient avoir une signification d'une très grande importance. Des heurts ont opposé, une nouvelle fois, les manifestants à l'armée, faisant une dizaine de victimes dans les rangs du peuple. Mais une unité a dû être ramenée dans sa caserne, certains hommes refusant d'obéir à leurs officiers. Selon des informations dignes de foi, les militaires ont répondu au salut de la

foule qui les acclamait. Certains se seraient même joints aux manifestants avec leurs véhicules, et plusieurs chars d'assaut auraient ainsi défilé, au côté des manifestants, dans Tabriz. Le gouvernement iranien a bien entendu démenti ces nouvelles.

Alors que les manifestations de lundi semblent montrer que le mouvement populaire ne s'essouffle pas, alors que l'économie iranienne reste entièrement

paralysée par la grève, le fait qu'une partie des soldats se tournent vers le peuple pourrait être une donnée nouvelle et déterminante pour l'évolution de la situation.

Il en sera certainement question à Neauphe le Château, où l'Ayatollah Montazeri, un des chefs de l'opposition religieuse sur le terrain, rencontre l'Ayatollah Khomeini.

LES AXES DE REFLEXION DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

Lors de sa première conférence de presse d'après Congrès, le Syndicat de la Magistrature a exposé ses objectifs et la démarche qu'il entend suivre dans les mois à venir et expliqué ce qu'il entend par «réflexion sur les pratiques professionnelles».

Etienne Bloch qui vient de remettre sa démission de «juge d'application des peines» attaché à la prison de Poissy a exprimé très largement ses craintes sur le devenir du système pénitentiaire «dont la motivation essentielle devient la sécurité». Les quartiers de Haute Sécurité devenant quant à eux le nouveau «centre de la conception du régime pénitentiaire». Dénonçant la loi de novembre 1978, Etienne Bloch remarque que «près de tiers des condamnés sont susceptibles de se voir appliquer le régime dit de sûreté et que les tribunaux n'hésiteront pas à appliquer des peines supérieures à trois ans pour

faire jouer le régime de sûreté compte tenu de la mentalité dominante». Le juge Marais a montré ensuite comment l'inamovibilité du juge garantie en théorie, est contredite par la réalité quotidienne : ce sont le président de la République, ou ceux des Cours d'appel ou de tribunal qui nomment «les juges au siège» pour une «durée garantie» limitée ; ces juges peuvent être déplacés pour des raisons d'effectifs d'où manipulation possible. Les affaires «délicates» sont confiées à certains plutôt qu'à d'autres : au tribunal de Paris une dizaine de juges «fidèles» instruisent les dossiers les plus explosifs pour le pouvoir comme l'affaire du *Canard Enchaîné*...

Le Syndicat de la Magistrature compte engager une réflexion sur le statut des juges en Europe et veut organiser un colloque international sur cette question.

PROCES DE L'AFFAIRE MARCHAUDON

Le 6 septembre 1974, un jeune algérien de dix huit ans, Mohamed Benghenissa, soupçonné de vol à la tire était mortellement blessé, au cours d'une poursuite par le brigadier Marchaudon, le même qui trois ans plus tard abattra dans des circonstances similaires, Boukhezzer, soupçonné d'un vol. Ses deux meurtres, Marchaudon les prétend en «légitime défense», alors que les témoignages et les expertises balistiques prouvent le contraire. Par deux fois Marchaudon a tiré à bout portant (la deuxième à «bout touchant») sur des hommes en fuite ou à terre, et désarmés. Le second meurtre avait été l'occasion pour les flics de la Fédération professionnelle indépendante de la police de créer un comité de soutien au brigadier Marchaudon et déclarait : «De nos jours, les bandits sont des plaignants, les honnêtes gens dépouillés et les policiers inculpés». Ce groupuscule allait servir

de base de création au mouvement «légitime défense».

En fait, lorsque les flics prétendent être inculpés, ils oublient de dire qu'ils jouissent de la mansuétude sinon de la protection de la justice. Les instructions judiciaires s'éternisent, des non lieux sont prononcés. Telle était la décision rendue pour Marchaudon à propos de sa première affaire le 24 juillet 1977, trois ans après son meurtre. L'avocat de la partie civile, la famille de la victime, avait fait appel de cette décision dès le lendemain. Quant à Marchaudon, il avait été suspendu de ses fonctions à la suite de son deuxième meurtre perpétré le 23 août 1977.

En agissant avec tant de complaisance pour les «excès» policiers, l'appareil judiciaire ne fait que les encourager, tout comme ses décisions favorables aux partisans de la «légitime défense» protègent et encouragent tous les abus.

● Importante semaine européenne

Dans tous les pays de la Communauté, la campagne pour les élections européennes est maintenant lancée. Les grands thèmes en sont l'élargissement de l'Europe, et les pouvoirs du Parlement qui sera élu en juin. Mais parallèlement à cette campagne, il est des réunions dont on parle peu, et qui pourtant ont des implications plus immédiates. Ainsi l'immeuble européen de Bruxelles accueille-t-il cette semaine pas moins d'une cinquantaine de ministres venus discuter de différents sujets.

Lundi, ce sont les ministres des Finances des Neuf qui se sont réunis. Ils devaient mettre au point les dernières modalités du système monétaire qui doit être mis en place le 1^{er} janvier. Signalons la présence à cette réunion du ministre des Finances britannique, dont le gouvernement a pourtant refusé l'adhésion au système monétaire européen.

Dans une salle proche, ce sont les ministres de l'Agriculture qui se réunissent, lundi et mardi. Deux sujets délicats à l'ordre du jour : le prix du vin, et les montants compensatoires. En ce qui concerne le prix du vin, le ministre français Mehaignerie repart à l'assaut pour demander la fixation d'un prix plancher, ce à quoi s'oppose les Italiens, mais aussi la RFA. A propos des montants compensatoires, dont le principe du démantèlement a été adopté au sommet de Bruxelles, il s'agira d'en déterminer les modalités. Tout porte à croire que la proposition française de démantèlement sera acceptée, mais avec un calendrier s'échelonnant sur... plusieurs années. Troisième réunion, celles des ministres des Affaires étrangères, qui doivent traiter trois dossiers essentiellement : l'état des négociations commerciales avec les USA (GATT), la prolongation du plan anti-crise de l'acier, et enfin le calendrier des négociations avec la Grèce et l'Espagne pour leur entrée dans la CEE. Enfin, une quatrième réunion réunira les ministres de l'Energie et de l'Environnement.

L'année européenne se terminera avec cet ensemble de réunions. Restera alors l'échéance du 1^{er} janvier, marqué par la mise en place du système européen et l'accession de la France à la présidence des travaux des Neuf.

● Grève de la faim d'un travailleur immigré de l'université de Vincennes

Un travailleur immigré de l'Université de Vincennes licencié arbitrairement le 18 septembre entame son 18^e jour de grève de la faim, pour sa réintégration, sur son lieu de travail. Son licenciement ayant été décidé à la suite d'un chantage à la démission du président de l'Université, toute discussion s'avérant inutile, le travailleur est fermement décidé à continuer sa grève à laquelle se rallie six personnes. Il est actuellement hospitalisé à Saint-Antoine.

Un soutien massif s'est organisé : professeurs, étudiants, membres du personnel et plusieurs syndicats (dont SGEN-CFDT, CGT, SNESUP 1 et liste AG).

Le Comité de soutien pour la réintégration de Mohamad

MANIFESTATION EN POLOGNE

Près de 4 000 personnes ont manifesté lundi à Gdansk, en Pologne, pour marquer l'anniversaire des grèves de décembre 1970. Des fleurs ont été déposées devant les chantiers navals de la ville, là où la sanglante répression commença il y a 8 ans maintenant. Cette manifestation était organisée par plusieurs mouvements démocratiques d'opposition.

GREVE A RENAULT-ARGENTINE

Les 4 500 ouvriers de l'usine Renault de Cordoba, en Argentine, se sont mis en grève lundi. Ils revendiquent une aug-

mentation de salaire de 75 %, bien mince au regard de la hausse des prix imposée par la junte. Au cours de ces dernières années, les effectifs de l'usine ont été réduits de 2 500 personnes, alors que la production n'a cessé d'augmenter.

JOURNÉE D'HÔPITAL A PARIS : + 12,70 %

Le conseil de Paris a adopté le budget de l'assistance publique. Selon ce budget, 540 créations d'emplois pourraient être effectuées. Quant aux prix de la journée dans les hôpitaux de l'assistance publique, il augmentera au total de 12,70 % au cours de l'année prochaine.